

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Arturo-Murillo-Prijic-L-homme-dur-du-gouvernement-de-facto-de-la-Bolivie>

Arturo Murillo Prijic : L'homme dur du gouvernement de facto de la Bolivie

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : lundi 6 janvier 2020

Description :

Arturo Murillo Prijic : L'homme dur du gouvernement de facto de la Bolivie/ Presse ; putsch en Bolivie...Gustavo Veiga

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Qui est Arturo Murillo ? Lorsqu'il a pris ses fonctions de ministre du gouvernement, il a annoncé qu'il allait « partir à la chasse » contre les personnalités du MAS telles que Juan Ramón Quintana, aujourd'hui réfugié à l'ambassade du Mexique.

Par Gustavo Veiga



Arturo Murillo

On l'appelle « Trompo [Tupji] » Murillo pour son passé de coureur automobile. Il a su représenter son pays à l'étranger où il aime aussi faire des excursions en moto. Aujourd'hui, il ne fait plus de tour de pistes, mais en tant que ministre du gouvernement du régime putschiste de Jeanine Añez, il vient de faire une tournée aux États-Unis à la recherche de la légitimité politique qui manque à son président afin d'obtenir des soutiens de fonctionnaires de second ordre. Il est l'homme dur du Cabinet ou du moins il prétend l'être. Aligné pleinement avec les États-Unis, lorsqu'il a pris ses fonctions, il a annoncé qu'il allait partir à la « chasse » d'éminentes personnalités du MAS telles que Juan Ramón Quintana, aujourd'hui réfugié à l'ambassade du Mexique. Né à Cochabamba, il est guidé par une aversion particulière pour l'ancien président. Le 27 décembre, il a fêté ses 56 ans dans sa fonction qu'il semble parfois transformer en ministre des affaires étrangères ou responsable de la défense. Un jour, il devra être tenu responsable des massacres de Senkata et Sacaba. Sa dialectique belliqueuse contre ce qui est désormais l'opposition n'est comparable qu'à celle de sa collègue de la communication, Roxana Lizárraga.

Entrepreneur hôtelier, marié deux fois et père d'une fille, Arturo Murillo dépasse en notoriété même la présidente Añez. Y compris dans son propre rôle - où il est responsable de la politique intérieure, de la sécurité, de la migration et même du service pénitentiaire - il a écarté du centre de la scène, Luis Fernando Camacho le chef civil qui professe des idées « sécuritaires » comme les siennes. Murillo est entré en politique lorsqu'il a été convoqué par l'ancien candidat à la présidence et millionnaire, Samuel Doria Medina, une référence pour *l'unité nationale* (UN), la force par laquelle il pourrait à nouveau se présenter. Il a été député et sénateur, mandat à partir duquel il a montré une position misogyne et contre les droits des femmes. Lorsqu'un article du système pénal traitant de la question de l'avortement a été discuté au Congrès, il a déclaré : « *Tuez-vous, tuez vous, vous les femmes qui dites qu'elles veulent faire ce qu'elles veulent avec leurs corps, faites-le, suicidez vous, mais ne tuez pas une vie étrangère, ce n'est pas votre vie* ».

Le ministre de facto, une sorte de **Torquemada** de notre époque, est le même qui exultait quand, le 18 décembre, il a émis le « *mandat d'arrêt* » contre l'ancien président pour sédition, terrorisme et financement du terrorisme. Crimes qui lui ont été imputés par le régime d'Añez pour l'encercler judiciairement et le garder hors de la Bolivie. Murillo a tellement pris ses aises qu'il a même chevauché certains pouvoirs de la ministre des Affaires étrangères Karen Longaric, d'origine croate comme lui. Le deuxième nom de famille du ministre du gouvernement est Prijic.

Ce mois-ci, il s'est rendu aux États-Unis où il a rencontré des représentants de chacune des organisations qu'Evo Morales avait expulsés de Bolivie ou mis en cause quant à leur rôle d'ingérence. Il s'est montré en photos avec

Mauricio Claver-Carone, directeur pour l'Amérique Latine du Conseil de Sécurité Nationale de la Maison Blanche. Il a également rencontré le Conseil des Amériques à qui il a expliqué le processus électoral en cours et a demandé d'intercéder pour des investissements. Comment pourrait-il en être autrement, il a parlé à John Barsa, responsable de l'*Agence des États-Unis pour le développement international* (USAID), une organisation de façade de la CIA qui n'était plus en Bolivie depuis six ans. Sa visite aux États-Unis a été complétée par deux réunions : à la CIDH et à l'OEA avec son Secrétaire général, l'Uruguayen Luis Almagro, à qui il a arraché une déclaration d'engagement à propos du processus électoral bolivien.

Les faveurs qu'il a demandé, il les a payées avec d'autres faveurs. En plus de l'alignement automatique qu'il proclame avec le gouvernement de Donald Trump, Murillo - qui est en charge de la Direction générale des migrations - a annoncé le 20 décembre dernier que les citoyens des États-Unis et d'Israël « *ne devraient plus soumis au visa ou à une autorisation de tourisme ou visite pour entrer sur le territoire bolivien et peuvent le faire en portant leur pièce d'identité actuelle* ». Añez a approuvé que l'annonce avait été faite parce que les voyageurs de ces deux pays « *ont toujours grandement contribué au développement du tourisme et des investissements dans toutes les régions de la Bolivie* ».

Le caractère facilitateur de cette norme pour ces nationalités ne correspond pas aux déclarations faites par Murillo contre les organisations des droits de l'homme qui se sont rendues en Bolivie. Quand ils sont allés recueillir les témoignages des victimes des massacres commis par le gouvernement, il a déclaré à propos des avocats, syndicalistes et militants argentins : « *Faite attention, nous vous surveillons, nous vous suivons* ». Il n'a pas été un bon hôte à cette époque.

Le jaloux ministre du régime putschiste qui aimerait voir Morales arrêté, n'est pas non plus un politicien de très longue carrière. En mai 2016, alors qu'il était sénateur, un tribunal l'avait condamné à deux ans de prison pour avoir falsifié son carnet militaire afin de se qualifier en tant que parlementaire et devenir maire de Cochabamba entre 2006 et 2011. Il n'a jamais été incarcéré. Maintenant, il demande des peines de prison pour des dizaines de fonctionnaires du gouvernement Evo déchu. Quand il a parlé d'aller à la chasse, il s'est justifié parce qu'il a dit qu'il les considérait comme des « *animaux* », comme les Vénézuéliens et les Cubains qui vivaient en Bolivie jusqu'au coup d'État.

Gustavo Veiga * pour [Página 12](#)

[Página 12](#). Buenos Aires, le 31 décembre 2019.

***Gustavo Jorge Veiga** Journaliste et écrivain argentin, professeur d'université, chroniqueur dans différents médias de presse écrite nationaux, il a réalisé plusieurs reportages internationaux et produit plusieurs documentaires. gveiga@pagina12.com.ar et [@gustavojeiga](#)